

Publié par Frédéric Dayan – Photo : Bapoushoo

DISCRIMINATION, ENTRAVE, RÉPRESSION, ÇA SUFFIT !

LIBERTÉS SYNDICALES La pression judiciaire sur les militants, les restrictions du droit de manifester, la répression violente, la criminalisation du mouvement social et syndical resteront des marqueurs du quinquennat de François Hollande. Elles ont accompagné des restrictions des droits des représentants du personnel, une sécurisation juridique des entreprises, un corsetage et un dévoiement du dialogue social.



C'est par l'exigence d'une loi d'amnistie des poursuites et condamnations de l'ère Sarkozy que le mandat de François Hollande a commencé. Après le rejet gouvernemental d'un texte en ce sens voté au Sénat, les actes et les discours d'hostilité à l'égard du mouvement syndical et social, et singulièrement de la CGT, n'ont fait que se renforcer ces dernières années, particulièrement à

l'occasion de l'examen de la loi « travail » dans le contexte de l'état d'urgence. Dans la plupart des cas emblématiques, le gouvernement ne s'est pas satisfait des relaxes ou des non-lieux et le parquet (donc le pouvoir politique) a fait appel pour garder la main au collet des militants.

L'ONU
TACLE
LA
FRANCE

L'ampleur des atteintes à la démocratie, aux libertés constitutionnelles, aux droits syndicaux est telle que le 6 juin dernier le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'Organisation des Nations unies déplorait, dans un rapport sur notre pays, « *les actes de représailles contre les représentants syndicaux signalés* ». Le comité, composé de 18 experts des droits de l'homme indépendants, engageait l'État français à « *prendre des mesures efficaces de protection des personnes engagées dans des activités syndicales, et de prévention et de répression de toute forme de représailles* ».

**SYNDICATS
« NON
GRATA »**

Les atteintes au droit syndical sont tellement banalisées que le Défenseur des droits, requis par le Conseil économique, social et environnemental pour évaluer les discriminations syndicales, estimait le 27 juin dernier dans un courrier au secrétaire général de la CGT « *qu'environ 5,5%* » des réclamations dont il est saisi « *concernent les activités syndicales. Ces saisines, bien qu'émanant de salariés et d'agents des trois fonctions publiques, ne reflètent pas toute la réalité du terrain* », convient Jacques Toubon, qui sollicite la CGT pour lui communiquer les éléments dont elle dispose. Une partie – mais une partie seulement – de la réponse est ici cartographiée.

Ainsi, sur notre carte de France figurent plus d'une vingtaine de points correspondant à des remises en cause de locaux syndicaux par des collectivités territoriales. Loin d'être circonscrit aux municipalités tombées aux mains de l'extrême droite, le phénomène a pris de l'ampleur.

**LA
RÉPRESSION
PRÉPARE LA
RÉGRESSION**

Les atteintes à la démocratie sociale, aux libertés publiques, à la dignité même des personnes réprimées sont évidemment perpétrées pour adresser un signal d'intimidation à chaque citoyen. Transformer les militants en « martyrs de la cause », tout en versant des larmes de crocodile sur la faible syndicalisation des travailleurs français sont les deux versions d'un discours schizophrène. La répression des forces sociales, le dénigrement des corps intermédiaires que sont les syndicats accompagnent la régression des droits et les reculs sociaux.

Ce quinquennat restera marqué par des réformes « sociales » qui aboutissent à regrouper les institutions représentatives du personnel et à supprimer des heures de délégation, qui réduisent les délais de consultation des comités d'entreprise, qui sécurisent juridiquement les entreprises et raccourcissent les délais de prescription de faits qui pourraient être jugés aux prud'hommes. Parallèlement, la réforme de l'Inspection du travail dépossède les travailleurs et leurs syndicats d'un outil précieux.

**LES
SYNDICATS
FONT DES
PROPOSITIONS**

Les syndicats français n'entendent pas se laisser ainsi marginaliser et priver de leurs droits. Ils n'ont pas vocation à gaspiller des fortunes pour assurer la défense des militants poursuivis et harcelés.

Réunis dans un Observatoire de la répression et de la discrimination syndicales, la CGT, FO, FSU, Solidaires, la CFTC, le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, proposent une série de mesures législatives pour notamment « *faciliter l'accès à la justice pour les salariés et leurs représentants ; donner plus d'effectivité à la prohibition de la discrimination au travail et assurer l'indemnisation intégrale des victimes ; améliorer la protection des IRP et de leur rôle en matière de prévention de la discrimination* ». Des exigences qui restent de pleine actualité.

Cas de répression individuels et collectifs hors entreprise

Philippe Christmann

Le dirigeant de la Fédération CGT de la Construction Bois Ameublement est poursuivi pour dégradation de bien dans le cadre d'une manifestation sur les conditions de travail et la mortalité dans le BTP.

Union locale CGT de Pont-de-Claix

Plainte du maire de Saint-Paul de Varces suite à affichage, Tentative de prise d'empreinte par la gendarmerie d'un militant de l'UD - Refus

Villeurbanne

14 militants de la CGT Bois, Construction ameublement convoqués par le commissariat suite à une action à la fédération patronale du BTP du Rhône.

Corinne Versigny

Condamnation à sursis et 3 000 € d'amendes pour diffamation publique à l'encontre de la secrétaire départementale de la CGT.

Ministère du Travail

Le ministère porte plainte contre 4 agents à la suite d'une manifestation contre la réforme de l'Inspection du travail en octobre 2013. Les quatre militants poursuivis sont entendus par la gendarmerie. Le Parquet classe sans suite mais le ministère refuse de retirer sa plainte et conditionne son retrait à l'arrêt des actions revendicatives contre la réforme.

Ministère du Travail

Une inspectrice du Travail est assignée et condamnée pour avoir fait son travail (affaire Tefal) sans soutien public du ministère

Ministère du Travail

Une militante CGT a été convoquée à un entretien pré-disciplinaire après avoir apposé une affiche hors d'un panneau syndical informant les usagers que les services étaient fermés parce que le directeur régional avait convoqué les agents à un séminaire de rentrée.

Inspection du travail

Une note de service invite les chefs de service à sanctionner les agents qui refuseraient la surcharge de travail induite par la réforme de l'inspection du travail ou qui seraient trop critiques.

La Poste Isère

La présence de militants CGT et Solidaires extérieurs venus soutenir un mouvement de grève particulièrement long dans plusieurs bureaux de La Poste (Echirolles, Villard-Bonnot) a fait l'objet d'une plainte de l'entreprise. Les militants ont été relaxés.

Centrale de Moulins

En juin 2013, la directrice de la centrale de Moulins porte plainte pour outrage contre le secrétaire général de l'union locale CGT venu soutenir les agents de l'établissement rassemblés devant la Centrale. Eric Colin est condamné à une amende de 600 euros en mars 2015. La CGT a fait appel

Les Grillons APEAH

Suite à dénonciation maltraitance dans l'établissement en juillet 2013, 3 syndiqués CGT sont poursuivis et mis en examen pour diffamation

Entreprise de recyclage à Montluçon

La CGT dénonce les mauvaises conditions de travail. Des médias nationaux relaient l'affaire, notamment l'Humanité qui en fait sa Une. L'entreprise porte plainte en septembre 2014 pour diffamation. la secrétaire général de l'Union locale CGT et le secrétaire général de l'UD CGT sont poursuivis.

Unions locales CGT

Convocation de militants à la Gendarmerie pour actions et affichage contre le Front National

Pompiers de l'Isère

Lors de deux rassemblements en décembre 2013 les pompiers et agents du conseil général de l'Isère qui revendiquaient le maintien de leur temps de travail ont été chargés par les gendarmes mobiles. Quentin Charron perd un oeil et Eric Sylvestre-Brac est également blessé à un oeil.

Union locale CGT du 18ème arrondissement de Paris

Alain Payolat, est traduit en Correctionnelle pour avoir co-organisé un rassemblement de soutien au peuple de Gaza en Juillet 2014.. Condamné en première instance, il est relaxé en appel.

RMTT

Daniel Picard est mis en cause suite à une interview dans Var matin. Il est poursuivi en diffamation pour atteinte à l'image de l'entreprise. La direction est déboutée au tribunal

Education nationale

Un militant CGT, professeur au lycée Diderot de Narbonne fait condamner le responsable FN jeunesse de l'Aude pour dénonciation calomnieuse

Mairie de Beaucaire

Le maire FN condamné pour injures publiques par voie de presse en septembre 2015 réplique en portant plainte contre une militante CGT qui a lu au nom des personnels une déclaration dans laquelle elle dit que le maire est "membre d'un parti raciste et xénophobe"

Procès en appel des 8 de Goodyear

Le 19 octobre les 8 militants CGT de Goodyear était devant la cour d'appel d'Amiens. Accusés d'avoir séquestré deux cadres de l'entreprise dans le cadre du conflit pour sauver leurs emplois en janvier 2014

ALEM

A la suite de négociations annuelles obligatoires insatisfaisantes, un débrayage est organisé lors de la venue de membres de la direction. 50% du personnel y participe ce qui n'est pas du goût du directeur qui menace le délégué CGT Thierry Bérout: "je n'aime pas qu'on me chie dans les bottes sans répercussions". Il tient aussi des propos diffamatoires: "je soupçonne que ce mouvement doit servir à votre évolution au sein de votre organisation syndicale..."

MSA du Languedoc

Philippe Rambert, délégué syndical CGT a été agressé pour avoir fait un communiqué dans la presse (arrêt de travail d'une semaine).

WebHelp

Trois cas de harcèlement moral et discrimination syndicale à l'encontre d'élus CGT ont entraîné "burn out" et arrêts de travail de plusieurs semaines à plusieurs mois. L'intervention du syndicat, de l'Union locale a permis d'améliorer la situation , mais la vigilance reste de mise.

Agence régionale de santé de Basse-Normandie

Mise à pied de six mois du secrétaire du syndicat CGT par Roselyne Bachelot en 2010 pour avoir appelé à la désobéissance du personnel au moment de la mise en œuvre de la RGPP, de la Loi Bachelot et des Agences régionales de Santé, pour atteinte à l'obligation de réserve, harcèlement du directeur et de ses collaborateurs. Ces derniers faits ont été classés sans suite par le procureur de la République. Trois décisions de justice administrative ont invalidé cette sanction et le Conseil d'Etat a renvoyé le dossier devant la Cour administrative d'appel de Nantes. Rémi Aillaud a par ailleurs été la cible d'une discrimination syndicale constante depuis 1986. Grâce à l'union locale CGT et l'UGFF CGT, l'équivalent de six mois de salaire ont été collectés pour soutenir Rémi. reste à faire annuler la sanction et obtenir réparation.

Castmetal

5 Militants licenciés suite à création du syndicat. Grève de 5 semaines

Remise en causes des hébergements

Mairie d'Hénin Beaumont

René Gobert, secrétaire général du syndicat CGT des Territoriaux d'Hénin-

Beaumont (62) est convoqué au Tribunal de Béthune en vue d'une éventuelle mise en examen suite à une plainte du maire FN de la collectivité concernant des messages postés sur Facebook.

Services publics

Jean-Michel Delaye, secrétaire général du syndicat CGT du CNFPT, est convoqué, avec d'autres militants de la CGT, de FO et de Solidaires, pour être jugé au Tribunal de Grande Instance de Strasbourg suite à une action syndicale à Haguenau au mois de mai dans le cadre de la bataille contre la loi Travail.

Union locale CGT du Blanc-Mesnil

Menace d'expulsion par la mairie

Union départementale CGT de l'Indre

Menace d'expulsion par la mairie depuis 2003. Victoire au TGI sur l'obligation de rétablir l'électricité

Union départementale CGT 66

Menace d'expulsion par la mairie depuis octobre 2014

Union départementale CGT de l'Eure et Loir

Menace d'expulsion par la mairie depuis 2011. Actions juridiques toujours en cours

Union départementale CGT de Haute-Garonne

Menace d'expulsion par la mairie en février 2015. Suite aux actions menées, le maire renonce à expulser la CGT de la Bourse du Travail le 26 juin 2015.

Union locale CGT de Bourg-les-Valence

Menace d'expulsion par la mairie depuis 2014

Union locale CGT de Louhans

Menace d'expulsion par la mairie depuis janvier 2015. Intervention de la CGT et proposition de relogement.

Union locale CGT de Nemours

Menace d'expulsion par la mairie

Union locale CGT du Futuroscope

Modification du contrat par la mairie en 1998. Le loyer de l'UL est assumé par la CGT de la Vienne.

Union locale de Duclair

Remise en cause des conditions d'occupation depuis 2014

Union locale CGT de Vincennes

Menace d'expulsion par la mairie depuis août 2014. recherche d'un compromis de relogement correct.